"A l issue d une longue réunion du conseil des gouverneurs, ce sont une nouvelle fois les thèses des dirigeants allemands et des marchés financiers qui ont prévalues". Patrick Le Hyaric, directeur de l Humanité, député européen (groupe GUE), décrypte les annonces faites le 6 septembre 2012 par Mario Draghi, patron de la Banque centrale européenne.

La Banque centrale doit être un service public européen Par Patrick Le Hyaric, député européen

Il a été fait beaucoup de bruit ces dernières heures sur un possible changement de cap de la Banque centrale européenne.

A l issue d une longue réunion du Conseil des gouverneurs, ce sont une nouvelle fois les thèses des dirigeants allemands et des marchés financiers qui ont prévalu. D une part, ils viennent de décider de ne pas abaisser les taux d intérêt alors que l économie, les petites et moyennes entreprises, les collectivités territoriales et les services ont un manque cruel de crédits et de liquidités pour relancer leur activité et donc pour maintenir l emploi.

Secondement, face à la violente crise qu ils ont provoquée et qui s approfondit chaque jour un peu plus, les dirigeants de la Banque centrale tentent de contourner l esprit et la lettre des traités de Maastricht et de Lisbonne en ouvrant la possibilité d un rachat de dette des États, mais ils ne le feraient que dans des conditions extrêmement drastiques pour les États et les peuples en leur demandant d amplifier encore les plans d austérité. La Banque centrale doit être un service public européen. Il y en a assez qu elle ne serve que les spéculateurs de tout acabit. Ceci n est plus supportable !

Il n y a pas de voie de sortie des difficultés et de la crise sans qu il soit décidé par les institutions européennes un changement des missions de la Banque centrale européenne qui doit, d une part avoir la possibilité de racheter des dettes publiques d État, d examiner avec eux sur une longue période les conditions de remboursement à taux d intérêt quasi nuls et, d autre part, la Banque centrale doit octroyer des crédits aux institutions publiques au même taux que les banques, c est-à-dire en deçà de 1%. C est une condition indispensable pour se libérer de l étau mortifère qui enserre aujourd hui les peuples européens.

En ce sens, le débat sur le traité européen, sanctionné par un référendum, est indispensable et est la condition pour ouvrir la voie à une réorientation de la construction européenne. Il est de la responsabilité de toute la gauche de créer maintenant les conditions d un vrai changement de cap en Europe.

- Signez la pétition pour un référendum initiée par L’Humanité

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne